

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

5 AU 11 AVRIL 1990

N° 779

10,00 F

ROUMANIE

Nationalisme et barbarie

Après nous avoir offert, pour Noël, une révolution en direct, les médias font mine de découvrir les nationalismes en Roumanie. L'image angélique des Roumains se brise... comme si les mécanismes de la violence ne remontaient pas à 40 ans de national-communisme.

DÉCIDÉMENT l'histoire ne porte aucune leçon et les mêmes illusions qui ont engendré naguère de terribles hécatombes, des massacres de masse, sont à nouveau prêts à ressusciter. Les dernières nouvelles de Transylvanie (en Roumanie) n'étonneront que les pseudo-spécialistes, les journalistes, qui se trompent et nous trompent toujours. Mardi 20 mars 1990, trois morts et environ deux cents blessés à Tirgu Mures (ville de deux cent mille habitants partagés à moitié entre les deux communautés). Là où la « révolution » n'avait fait aucune victime, c'est un beau tableau de chasse ! Comment est-on arrivé là ?

Voilà trois semaines je m'y trouvais pour y observer, *in situ*, les thèmes et le contexte « post-révolutionnaire » dans lesquels fermentaient les revendications nationalistes. Tant de fois la presse occidentale nous démontrait que le chauvinisme national n'était qu'une arme manipulée par le défunt tyran dont elle tirait une conclusion comme toujours définitive : la ridicule rhétorique nationaliste du pouvoir de Ceausescu avait dorénavant immunisé le peuple roumain contre ses toxines. Pourtant, quelques connaissances de l'histoire du communisme roumain auraient dû inviter les publicistes à tirer des conclusions moins hâtives.

(suite p. 3)

T 2137 - 779 - 10,00 F



F°P. 2520



EDITORIAL

La justice française lave plus blanc ! Certes il y a longtemps que les anarchistes ont perdu leurs illusions sur cette institution, aussi bien soumise aux pressions des possédants que des gouvernants, mais de récents faits sont tellement exemplaires qu'il est bon de les aborder. Certains disent qu'elle est borgne, ou pire encore aveugle. Sévère avec les pauvres poursuivis pour chèques sans provision ou avec les voleurs de « solex » affectés de circonstances aggravantes : un teint basané et un environnement « achémisé ». Mais combien douce avec les notables, les délinquants en col blanc... Alors là on oublie tout : on distribue les non-lieu, on amnistie à tout va !

Grande braderie de printemps : on solde ! Et d'abord l'affaire Luchaire, grâce un opportuniste non-lieu les ventes d'armes à l'Iran n'ont jamais existé. Les fausses factures concernant le financement des partis politiques ? Amnistie et non-lieu ! Ce dossier avait pourtant conduit à l'inculpation de trente-six personnes : hommes politiques de droite et de gauche, responsables d'entreprises, dirigeants de la SAE et de la SORMAE. Eh bien justement, la justice n'a fait qu'appliquer la loi d'amnistie de décembre 1989. Et qui avait voté celle-ci ? Les députés, inculpés ou leurs copains.

Alors pourquoi s'étonner ? Certes ceux-ci, par coquetterie, avaient stipulé que la loi ne s'appliquait pas aux élus. Mais comment amnistier les uns et pas les autres ? On ne va pas poursuivre d'honnêtes hommes politiques pour des broutilles, de menus travaux dans leur villa, même si cela s'appelle infraction de faux et usage de faux en écriture privée, abus de biens sociaux, recel, complicité de ces délits et corruption... Les contribuables et les consommateurs paieront !

Il est probable que le 4 avril, l'affaire du Carrefour du développement connaîtra le même sort... Donnant, donnant... M. Nucel (PS) contre M. Pasqua (RPR). Le ministre de la Justice a expliqué le truc : il ne saisira pas le Parlement pour des poursuites en Haute-Cour contre Charly, responsable du « vrai-faux » passeport... et il espère que les magistrats appliqueront la loi d'amnistie pour l'ex-ministre socialiste. Tout cela « dans un souci d'apaisement », bien sûr.

Ne vous inquiétez pas, tout le monde sera servi : même les auteurs des tirs tendus pendant les manifestations étudiantes en décembre 1986. Une ordonnance de non-lieu (une de plus) a été prononcée par le juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris : il était en effet impossible d'identifier les individus responsables, appartenaient-ils au corps de la gendarmerie mobi-

le ou à celui des CRS ? Encore heureux que notre camarade, François Rigal, qui a perdu un œil et reste défiguré, ainsi que Patrick Berthet (une main arrachée) ne soient pas poursuivis pour incitation au crime !

M. Mitterrand, lors de sa prestation télévisée, l'a bien dit : « Il faut réduire les inégalités sociales ». Nous constatons que les députés, les ministres et les juges s'y emploient !

Une consolation tout de même : MM. Le Pen et Médécine restent toujours inculpés, l'un pour diffamation et l'autre pour « délit d'ingérence » (qui pourrait bien révéler des « abus de confiance » et des tripotouillages financiers). Ils vont fonder un syndicat, c'est sûr !

En tout cas, la droite et la gauche font un beau cadeau au dirigeant du Front national, juste pour l'ouverture de « son » congrès. Le grand blond contre la mafia de la bande des quatre est un titre de film promis à un grand succès dans le milieu de l'extrême droite.

Milieu, vous avez dit « milieu »... Oui la France semble de plus en plus être gouvernée par le centre, le milieu, celui du banditisme bien entendu. Parions que ces « fausses-vraies » affaires vont encore un peu plus renforcer les abstentionnistes des prochaines élections. C'est bien, mais quand est-ce qu'on les prend en mains « nos affaires » ?

LE POUVOIR TERREAU DU RACISME

FRANCE terre d'asile a du plomb dans l'aile. Clichy, Montfermeil, La Ciotat, Saint-Florentin, Roanne... le parti de Jean-Marie Le Pen fait des ravages. Les idées racistes grignotent la France profonde. De gauche à droite, on commence à s'affoler, les politiciens s'agitent, le spectre de la perte du pouvoir au profit du grand « Conducator » Jean-Marie s'affirme. Rocard sort son plan et l'opposition, ses états généraux sur l'immigration. L'efficacité du discours xénophobe inquiète sérieusement la basse-cour politique.

Il faut bien reconnaître que Le Pen ne fait pas dans la nuance. « La France au pouvoir » est son unique programme. La victoire du chef, sa victoire est son seul objectif. A la différence des autres professionnels de la conquête du pouvoir, il ne s'embarrasse pas de finesse. Pourquoi faire compliquer quand ça marche simplement. Côté gros bras, les skinheads et autres barjots de la touffe pour faire les basses besognes ; de l'autre, quelques intellos révisionnistes en mal de monarchie et de messe en latin pour la pensée « profonde » ; et le tour est joué. C'est cela le scandale Le Pen : le pouvoir mis à nu.

Rien n'y fera donc. Ils ont beau, tous ces politiciens, dénoncer, crier au danger, à la peste brune... Tant qu'ils seront eux aussi dans cette logique de pouvoir, ils ne pourront pas combattre réellement Le Pen et ses sbires. Tant qu'ils ne remettront pas en cause ce système économique, leur action sera vaine. Tant qu'ils réaffirmeront la nécessité des frontières et des Etats, ils se coltineront cette indémodable bêtise enfouie chez beaucoup d'habitants de cette planète : ce racisme meurtrier qui, ici ou ailleurs, en banlieue parisienne ou en Transylvanie, sévit encore et toujours. La peur de l'autre, la peur du semblable, cet archaïsme tuera encore, tant que l'injustice sociale, l'inégalité économique, l'Etat perdureront. Les anarchistes l'affirment depuis des décennies, ils seraient temps qu'on nous écoute. Merde, alors !

Alain Dervin

**BNP : quand les
syndicats
trahissent...**

**COMATEC : quand
les patrons
répriment la
liberté
syndicale...**

LIRE P. 4

Eléments d'économie politique anarchiste

Le socialisme à la française pourrait se résumer par la formule : « privatiser les bénéfices, collectiviser les pertes ». A nous d'étudier les phénomènes de production et de consommation sous l'angle libertaire.

L'ÉVIDENTE soumission des socialistes réformistes aux impératifs du capitalisme, la vacuité de leurs discours, que font saillir luttés internes et ambitions, doivent nous inciter à réaffirmer, mais aussi à préciser, nos propositions. L'urgence qui s'impose à nous de penser l'anarchisme comme projet ici et maintenant suppose cependant un détour par l'économie politique et la critique sociale : la qualité et la précision du regard que nous portons sur la logique capitaliste — il serait plus juste de dire : sur « les » logiques capitalistes — contribuent en effet à guider un travail prospectif et constructif ultérieur.

Mais, s'il est évident que le socialisme libertaire doit s'arc-bouter sur une économie politique proprement anarchiste, c'est un exercice quelque peu cruel et décourageant de rechercher, dans notre littérature et notre propagande passées, les concepts qui demeurent pour nous d'une réelle utilité. Devrons-nous donc toujours emprunter à d'autres, pour combler les lacunes de notre tradition en ce domaine ? Ces

emprunts peuvent, certes, être profitables, si nous nous montrons capables de les faire entrer dans une problématique spécifiquement anarchiste. Or, nous héritons, malgré tout, de quelques critères à l'aune desquels juger les théories économiques en concurrence.

Prendre en compte tous les coûts sociaux

Une réflexion libertaire centrée sur les phénomènes de production et de consommation devra sans doute, en premier lieu, prendre en compte tous les coûts sociaux, et non les seuls coûts financiers des entreprises, comme le font souvent nos adversaires libéraux. Ainsi, pour oser affirmer, avec la vulgate libérale, que les très hauts salaires des managers se justifient par les risques qu'ils sont censés prendre, il faut refuser de se demander qui en paie principalement le coût. Les salariés, qui font les frais de ces fameux risques, vivent bel et bien le chômage comme un coût social et humain énorme, que les défenseurs prétendus pragmatiques des « grands équilibres » n'ont guère l'habitude de considérer comme tel.

L'acceptation du chômage comme donnée « naturelle » d'une logique économique perçue elle-même comme « naturelle », trouve sa meilleure illustration dans le choix d'une politique privilégiant la lutte contre l'inflation au détriment de l'emploi : les socialistes français, par exemple, semblent avoir considéré à partir de 1982-1983 que l'inflation représentait un coût supé-

rieur au chômage, désormais banalisé.

Or, de tels choix n'ont pas même donné lieu à des débats publics. Le « consensus de crise », qui se révèle à cette occasion, apparaît bel et bien comme l'envers du « consensus de croissance » qui présida aux politiques publiques, avant que la régulation fordiste n'entre en crise (1). L'inflation, en effet, était à cette époque beaucoup plus « acceptable », dans la mesure sans doute où elle compensait les augmentations de salaires conquises par les travailleurs : et nul n'insistait, alors, dans les sphères ministérielles et politiques, sur le coût qu'elle représentait pour les salariés (2). Si la lutte contre l'inflation, ultérieurement, a été mise en scène comme l'objectif prioritaire des politiques publiques, c'est qu'elle légitime la « rigueur » et les licenciements massifs. Et « rigueur » et licenciements n'apparaissent-ils pas comme un transfert, massif et imposé, des coûts du système capitaliste aux classes non capitalistes ?

La prise en compte de tous les coûts par une économie politique libertaire à édifier, révélerait donc le « collectivisme » très particulier de la logique capitaliste, prétendument pragmatique : celle-ci tend, en effet, à privatiser les bénéfices, mais à collectiviser les pertes, sous forme de chômage et d'inflation. Cette simple observation suffit à justifier la radicalité de notre anticapitalisme.

Les coûts sociaux du capitalisme se donnent également à voir dans la dépense nerveuse énorme à laquelle certaines professions exposent leurs représentants. Or, leur prise en compte s'avère centrale pour

quiconque souhaite contribuer à la construction d'une société égalitaire : en effet, la vulgate libérale, de droite ou de gauche, argue volontiers des responsabilités nerveusement écrasantes de certains cadres, de certaines professions de santé, pour justifier la supériorité de leurs émoluments.

L'ignorance des coûts réels

Ainsi les idéologues libéraux — qui, soit dit en passant, ignorent superbement la dépense nerveuse inhérente à d'autres emplois fort mal payés — entérinent-ils ce type de coûts humains en lui proposant comme équivalent une compensation en pouvoir d'achat. On retrouve, à cette occasion, l'inclination des libéraux à ignorer les coûts réels dans leur diversité et leur réalité : à cette absence de pragmatisme réel qui se maquille en réalisme gestionnaire, une économie politique anarchiste répondra, non pas en acceptant les inégalités salariales, mais en réduisant au maximum le coût nerveux qui est censé les justifier, c'est-à-dire en améliorant les conditions de travail par la création de postes supplémentaires dans certaines professions de santé, ainsi que dans le domaine de la coordination des tâches et de l'intermédiation (ce qu'on nomme aujourd'hui l'encadrement).

La conception libérale repose sur une sociologie bien approximative, en posant que chaque individu est libre et conscient de se déterminer pour tel travail ou pour tel autre en fonction des avantages et des

inconvenients qu'il présente. Visant bien sûr à justifier les inégalités salariales, cette occultation des déterminations sociales qui président au choix du métier se conjugue avec l'ignorance des divers coûts sociaux, pour produire une vision du monde totalement irréaliste — celle-là même que le Scylla libéral tente de refiler aux peuples de l'Est débarrassés du Charybde étatique.

Penser une économie politique qui prenne en compte tous les coûts, c'est également envisager les conditions nouvelles, les coûts nouveaux, qu'une société libertaire devra gérer : dans une économie autogestionnaire, où l'information nécessaire à la gestion et le contrôle collectif de cette même gestion occuperont une place centrale, il s'agira bien sûr d'en étudier les coûts spécifiques. L'information présente un coût, et le contrôle collectif se paie, non pas directement en monnaie, mais en temps — un temps qu'il faudra prendre sur d'autres activités, sans doute dans un contexte de réduction du temps de travail.

Philippe Chailan
(gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

(1) Cf. Ph. Boubet, « Crise et consensus », in *Les Cillettes rouges* n°1, et W. Pelletier, « L'ordre de la crise », in *Les Cillettes rouges* n°2.

(2) Cf. notamment Ph. Simonnot : *Le grand bluff économique des socialistes*, J.-C. Lattes. Sur l'inflation comme transfert de coûts aux classes non capitalistes, cf. surtout S. de Brunhoff, *Etat et capital*, Maspéro.

Egalité sociale et dynamique libertaire

UNE économie politique anarchiste peut difficilement s'enfermer dans ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler le domaine économique, et cela pour plusieurs raisons. En premier lieu, en tant qu'économie politique non plus

« restreinte », mais « générale », elle prend en compte des coûts sociaux trop ignorés, auxquels il faudrait bien sûr ajouter les coûts écologiques.

Et, en second lieu, elle ne saurait entériner l'économisme ambiant : l'économie

est d'abord pour elle un champ social, au même titre que la religion ou le système d'enseignement, c'est-à-dire un espace structuré de positions dominantes et dominées, possédant ses enjeux spécifiques, et traversé par des luttes visant à l'accumulation ou au contrôle du capital. Cette économie politique anarchiste ne pourra donc se construire qu'en dialoguant avec une sociologie de l'économie inspirée des travaux de Pierre Bourdieu (1) ; de même, elle supposera une critique des instruments, des notions et concepts « légitimes » forgés par les économistes antérieurs, donc une sociologie du champ de l'économie politique. Car, à moins d'une naïveté dangereuse, on ne peut user d'instruments dont on n'aurait pas restitué la genèse et l'histoire.

Les « gisements » de compétence

De telles précautions, toutefois, n'excluent pas à elles seules l'intérêt que peuvent prendre des militants à la lecture de Pierre Bourdieu, dans la perspective d'une économie politique anarchiste : il s'avère en effet que l'oeuvre du sociologue nous aide grandement à penser les conditions concrètes de l'égalité sociale.

Contre les auteurs libéraux qui se font une spécialité d'opposer l'égalité sociale, selon eux pernicieuse, à la bénéfique

« égalité des chances », les recherches de Bourdieu et Jean-Claude Passeron montrent qu'il ne peut y avoir d'égalité des chances sans égalité sociale : les réflexes intellectuels, les formes du raisonnement, le « brillant » exigés aujourd'hui par l'école appartiennent en propre aux classes favorisées et à leurs enfants (2).

Il nous faut donc, ici, renverser les sophismes des essayistes libéraux : en valorisant les enfants des classes bourgeoises, déjà possesseurs des qualités qu'elle exalte, et en dévalorisant les autres, qui en sont démunis, la logique actuelle du champ de l'enseignement reproduit statistiquement l'inégalité des positions sociales. Ce faisant, elle condamne au silence les potentialités d'invention, d'innovation et d'organisation de millions d'individus, et prive d'expression légitime les millions de compétences qui féconderaient une économie autogestionnaire. De même que le capitalisme collectivise les pertes, il laisse en friche ce que ses défenseurs nommeraient peut-être des « gisements de compétences ».

Des intérêts symboliques

Et l'anarchisme, en dépit des jugements intéressés qui lui attribuent une volonté nivellatrice, n'entend pas égaliser vers le bas, mais vers le haut en organisant un transfert, une translation progressive des motivations. L'espérance actuelle d'un salaire supérieur à celui du voisin est, au fond, désir de se différencier de celui-ci : dans une société où les revenus s'égaliseraient, le désir de différenciation — que l'anarchisme a toujours exalté — se porterait sur ce que Bourdieu nomme des intérêts symboliques. Symboliques, mais bien réels, comme

peuvent l'être une reconnaissance sociale qui fait aujourd'hui défaut à des groupes et des individus privés d'expression légitime, ou un prestige ponctuel sanctionnant une oeuvre ou un travail remarquable.

Ainsi l'égalité sociale, en donnant à chacun les moyens de s'affirmer comme il le désire, pousse-t-elle les individus à se différencier autrement que par leur pouvoir d'achat : par leur capacité à inventer des formes économiques ou sociales, à expérimenter des gestions inédites et performantes, à produire des oeuvres puissantes enfin. Retourneront-ils à la suffisance libérale verra un paradoxe : l'égalité sociale se fait ici l'aiguillon de la compétence et la condition concrète d'un accroissement des libertés.

L'économie politique anarchiste, économie véritablement « générale », ne se contente donc pas d'envisager tous les coûts : examinant aussi les divers types d'intérêts, y compris ceux qui échappent au ressort de l'économie traditionnelle, elle esquisse, à travers l'organisation de promotions symboliques, la dynamique propre à une société libertaire et égalitaire.

Philippe Chailan
(gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

(1) Cf. Alain Accardo et Ph. Corcuff, *La sociologie de Bourdieu*, nouvelle édition augmentée d'une intéressante préface, éd. Le Mascaret.
(2) P. Bourdieu et J.-C. Passeron, *La reproduction*, éd. de Minuit, collection « Le sens commun ».

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ROUMANIE

Nationalisme et barbarie

(suite de la une)

Dès le jour de notre arrivée, la lecture des journaux locaux, hongrois et roumains, permettait de prendre la mesure de la tension traversant les deux communautés. Ensuite, après avoir longuement interrogé des intellectuels, des enseignants, des étudiants, des médecins, des prêtres, des ouvriers et des paysans appartenant aux deux communautés, la réalité sous-jacente se montrait toute nue : les extrémistes des deux bords menaient le jeu. De jour en jour la situation s'aggravait et un quelconque incident aurait suffi pour qu'elle dégénérât en combats de rue. Au début du mois de mars aucun journaliste occidental ne se trouvait à Tîrgu Mures car la violence latente n'excite guère les médias nérophiles. Depuis les provocations n'ont pas manqué, d'un côté comme de l'autre on a misé sur le pire. Les Roumains ont repris le discours de l'exclusion, « si les Hongrois n'acceptent pas nos lois qu'ils partent ! » ; les Hongrois n'ont pas manqué, avec ceux de Hongrie, de venir le 15 mars (fête nationale hongroise) défilé en masse, drapeau hongrois flottant partout dans les rues de Tîrgu Mures ; en moins de trois semaines, comme un champ crevé déversant ses humeurs purulentes, la violence a éclaté donnant libre cours à la volonté de mort.

A qui la faute ?

Y a-t-il une faute et donc un coupable ? Si l'on regarde l'enchaînement des événements un peu significatifs on



constatera qu'il y a eu d'abord la volonté hongroise de mettre immédiatement à profit la déclaration de principe du gouvernement sur les droits des minorités à développer leur langue maternelle. Les plus radicaux parmi les Hongrois de Transylvanie entraînant la majorité à exiger, en milieu d'année scolaire, la séparation immédiate des écoles, des lycées, des universités. De plus pour ajouter à la discorde, vieille de deux siècles, certaines associations nationalistes de Hongrie envoyèrent aux enseignants d'origine hongroise des milliers de livres d'histoire dont les chapitres consacrés à la Transylvanie contestent radicalement les versions roumaines.

A cette maladroite impatience hongroise (partiellement manipulée par des organisations venues de Hongrie), et devant la totale passivité du pouvoir central, des intellectuels roumains xénophobes créèrent une association, au titre

inquiétant, littéralement « Le foyer ancestral de la Roumanie » (1) dont le programme fait appel à l'autochtonisme radical de l'entre-deux-guerres. Or le « national-communisme » de l'époque Ceausescu en faisait un grand usage en l'amendant de la pire des rhétoriques marxistes. On le constate, une fois encore, le tyran n'était pas sans légitimité, et les commanditaires du grotesque procès le savait. Voilà pourquoi ils l'ont fait exécuter à la sauvette.

Le mal c'est l'autre

Beaucoup seront surpris de la permanence d'un nationalisme quasi tribal chez « notre sœur latine », qui l'exprime avec une violence que l'on croyait réservée aux pays du Moyen-Orient. Nombre de téléspectateurs ont dû être choqués de voir des civils tabasser d'autres civils à coups de manche de hache. Pourquoi n'a-t-on pas été averti de cette possible explosion ? C'est qu'il ne suffit pas d'écouter les intellectuels distingués de Bucarest, dissidents de la 25e heure, pour se forger une image quelque peu vivante, mais complexe et contradictoire, de la réalité sociale de la Transylvanie, du contentieux et du ressentiment, sans cesse réactivés par de nouvelles exactions, qui séparent et animent depuis tant d'années les deux communautés. Oui, les souvenirs des maux réciproques sont tenaces et jamais les politiciens, de quelque bord que ce soit, n'ont tenté de trouver des solutions qui concilient à la fois la démocratie culturelle, la banale réalité des rapports démographiques (les Hongrois représen-

paraître dérisoire de voir se lever, au centre oriental de l'Europe, un conflit culturel ethnico-tribal. Or cette vision est simpliste parce que l'enjeu n'y est pas simplement de culture. Ici la culture dissimule la politique et l'économie. Derrière l'exigence de la séparation des écoles et de l'enseignement de la langue maternelle, il y a la crainte des autorités roumaines de devoir payer la formation d'ingénieurs, de médecins, de techniciens, qui s'en iront travailler en Hongrie. Car il faut se rendre à l'évidence, ce ne sont pas les deux millions de Hongrois de Transylvanie qui suffiront à absorber autant de cadres.

Pour les sciences, un enseignement bilingue devrait être possible parmi des adolescents qui ont aussi, et quoi qu'ils disent, une expérience quotidienne du bilinguisme. Il en va différemment des humanités et de la littérature. En effet, on peut tout à fait concevoir des enseignements séparés car, dans la modernité, ce qui permet à une langue de survivre et de développer son irréductible originalité ne se situe pas dans les langages scientifiques, somme toute universels (largement constitués de néologismes grecs, latins, français, allemands et surtout anglais), mais dans le déploiement d'une littérature (prose et poésie) et d'une philosophie.

Aujourd'hui les intellectuels de bonne volonté des deux communautés sont dépassés et quiconque ne prend pas une position partisane est déclaré traître à son peuple. Le verbe des politiciens (anciens bureaucrates communistes et nouveaux bureaucrates libéraux) domine la scène avec pour seule cible, s'assurer une victoire électorale (pour dérisoire qu'elle soit face à une détermination économique qui leur échappe). Pour ce faire ils font travailler la plus spectaculaire des démagogues, celle qui ébranle les certitudes les plus archaïques au moment où un changement profond des institutions politiques et du régime économique engendre l'angoisse des hommes confrontés à des mutations qu'ils ne maîtrisent guère.

Devant l'avenir incertain des promesses d'abondance immédiate qui tardent à se manifester — et qui pourraient très vite se révéler aussi vaines que les « lendemains qui chantent » — le recours aux solidarités ethniques les plus immédiates apaise les âmes inquiètes : « Le mal c'est l'autre ». Non pas retour à l'archaïque, mais au pseudo-archaïque, celui qui en appelle à de fausses traditions pour instrumentaliser les plus modernes desseins du pouvoir d'Etat, du consumérisme, de la guerre. Retour en force de la « dialectique négative » de l'Autre que la chappe de plomb du communisme stalinien n'a jamais pu arracher à l'arrière-cour des consciences sinon en l'occultant dans la plus brutale des répressions.

Le passé ressurgit

Violence « sauvage » des Roumains, manœuvres hongroises, la démagogie nationaliste des élites politiciennes et intellectuelles a retrouvé de vieux chemins balisés. En orchestrant les émotions mortifères des masses, le ressentiment nationaliste permet à tous les chants du libéralisme de faire, une fois encore, l'économie d'une révolution sociale et spirituelle. Toutes ces pseudo-révolutions est-européennes, « de velours » en Tchécoslovaquie, « paci-



fique » en Hongrie, « populaire » en Bulgarie, « populaire et sanglante » en Roumanie, ont permis à la fois de conserver l'essentiel de l'appareil d'Etat hérité de la bureaucratie stalinienne et de légitimer les privilèges des nouvelles anciennes élites.

On le voit en RDA où la CDU, malgré sa collaboration avec le parti communiste et la Stasi, vient de remporter les élections démocratiques sur la base d'un discours nationaliste et consumériste. Les seuls véritables dissidents, les hommes et les femmes du Neues Forum, qui avaient osé affronter à visage découvert les forces de répression, ont été balayés au nom de l'intérêt immédiat bien compris. Demain, à Budapest, la victoire de la droite nationaliste semble assurée. Or de manière paradoxale, c'est en

Roumanie, et ce malgré les luttes nationalistes de Transylvanie, qu'un parti communiste réformiste et nationaliste pourrait conserver le pouvoir, sous une forme ou sous une autre, en raison même des conditions préalables au coup d'Etat (2).

L'Europe orientale, nouvellement libérée du joug soviétique, poursuit le destin qui avait été le sien dès l'aube de son indépendance politique, entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle, à savoir celui d'un tiers-monde animés de très vieilles querelles linguistiques et historiques. Est-ce reparti comme en 1914 ?

Claude Karnoouh

(1) *Vatra stramoesasca româneasca*.
(2) Voir articles précédents dans *Le Monde Libertaire*.

BILLET D'HUMEUR

Insoutenables... c'est ainsi qu'une journaliste de la télévision qualifiait l'autre soir les images des affrontements qui avaient opposé des Roumains armés de gourdins à des manifestants hongrois. Effectivement elles étaient insoutenables ces images d'hommes isolés, frappés à terre, assassinés à coups de bâtons par une foule imbécile et sanguinaire capable de cracher sa haine avec la plus grande lâcheté. Une fois de plus le nationalisme et ses fanatiques offraient le « spectacle de l'horreur » ou autrement dit de « l'horreur médiatisée ».

Faut-il, qu'à ce point, les journalistes nous croient privés d'imagination pour insister sur des scènes aussi pénibles alors qu'ils ne nous apportent pas le moindre début d'analyse ? De l'information brute si j'ose dire. Du sensationnel, voilà le fin mot de leur histoire. Ce qui compte dans cette lucarne c'est le sang en gros plan. Frustrés, qu'ils ont été, par le manque d'action de la révolution roumaine, cette fois-ci les caméras étaient en place, de quoi en donner aux assis pour leur pogron. Des crétiens éduqués sous la dictature de Ceausescu et capables de déferler en hordes barbares, ça c'est du petit écran et en couleur, s'il vous plaît ; de cette même couleur qui les empêche de voir des drapeaux noirs au 1er Mai ou ailleurs. Mais ces gens-là n'ont certes pas de leçons à recevoir. Ça tombe bien, je n'en ai pas à donner.

Insoutenable... la morale était sauve, le téléspectateur prévenu de ce qu'il allait voir. Insoutenable... un lynchage (du nom du juge Lynch, théoricien et vulgarisateur des méthodes punitives expéditives au Far-West). Insoutenable où que cela se passe : dans un village de Roumanie, comme au cœur de Paris. Car, c'est bien de cette façon qu'est mort Malik Oussékine, Lucien Barbier à Amiens et ailleurs des immigrés, morts sous les coups de matraques et de bâtons de base-ball d'assassins assermentés et autres justiciers d'occasion.

Du pogrom à la ratonnade, en passant par la chasse aux sorcières, le soleil ne brille toujours pas pour les victimes et ça fait beaucoup d'actes insoutenables. La seule chose que je souhaiterais de la part de cette journaliste (que je ne rends pas, bien sûr, responsable de tout cela) c'est que la prochaine fois qu'elle recevra sur le plateau un ex-tortionnaire, un militant néo-nazi, un dictateur exilé ou de passage, qu'elle se souvienne de cette image et lui dise : « Monsieur, arrêtons là, je vous trouve insoutenable ! ».

Jean Aubel

CONFLIT BNP

La trahison par signature

Le conflit commencé à la BNP le 12 décembre 1989 a été suspendu le 16 février 1990. Les raisons essentielles qui déclenchèrent la grève étaient d'ordre salarial ainsi que relatives aux conditions de travail. Les revendications étaient et demeurent les suivantes : 6 500 francs à l'embauche ; 1 500 francs pour tous ; une refonte des coefficients et des points de technicité ; la garantie de l'emploi ; auxquelles s'ajoute le paiement des jours de grève.

La trahison des syndicats

Deux comités de grève, composés de syndiqués et de non-syndiqués, furent élus en assemblée générale. L'un au niveau des centraux parisiens et l'autre sur les agences parisiennes. Sur la province aucun comité de grève ne se constitua. La jonction entre la province et Paris fut l'une des principales difficultés car l'intersyndicale (CFDT, FO, CFTC, SNB) dirigeait l'action sur la province. Et lorsque l'on sait le rôle négatif que joua celle-ci, d'un bout à l'autre de la grève, les choses s'expliquent. L'appareil syndical n'a été nullement mis au service de la grève. Une coordination province-Paris n'a donc pas pu se constituer. En effet, la mobilisation sur Paris représenta un travail énorme et de longue haleine, et les informations venant de la province étaient pour la majorité d'entre elles tronquées puisque filtrées par l'intersyndicale (la CFDT étant le syndicat « number one » à la BNP et notamment en province). Ainsi, lorsque l'appel à une montée nationale de représentants grévistes fut lancé par le comité de grève « agences » n'apparurent à l'horizon que quelques délégués CGT.

Le coup de grâce fut asséné le 30 jan-

vier 1990 par la signature d'un protocole d'accord entre l'intersyndicale et la direction. Protocole rejeté en bloc par le personnel en grève, dont voici les points relatifs aux salaires : passage des coefficients 345, ayant plus de 5 ans d'ancienneté, au coefficient 365 ; attribution de 10 points à tous les salariés au 1^{er} janvier 1990 ; 5 points et une prime de 927

francs pour les coefficients 345 ; prime de 10% d'une mensualité avec un plancher de 1 000 F pour l'ensemble du personnel ; paiement des jours de grève à une hauteur de 30% ; tout ceci conditionné à la reprise du travail le 2 février 1990. Sachant que la valeur du point est de 12,78 F c'est dire si nous sommes loin du compte.



francs pour les coefficients 345 ; prime de 10% d'une mensualité avec un plancher de 1 000 F pour l'ensemble du personnel ; paiement des jours de grève à une hauteur de 30% ; tout ceci conditionné à la reprise du travail le 2 février 1990. Sachant que la valeur du point est de 12,78 F c'est dire si nous sommes loin du compte.

Les conséquences de cette signature furent fatales à la grève car l'intersyndi-

côté des grévistes. Les comités de grève exigèrent la présence de grévistes lors des négociations. Cette demande fut acceptée par la CGT puisqu'elle inclut un membre du comité de grève « centraux » dans sa délégation. La consultation auprès du personnel devait être, avant toute signature, impérative. Toutes ces demandes votées lors des AG n'ont été aucunement respectées par l'intersyndicale.

Les syndicats CFDT, FO, CFTC, SNB ont trahi la grève en signant un protocole n'étant pas la parole revendicative des salariés et affichèrent un mépris envers les grévistes, montrant ainsi au grand jour de quel côté ils se trouvaient. « Ce ne sont plus des syndicats mais des partenaires sociaux à l'encre patronale ! »

pour le prouver (achat de la Banque de Bretagne, etc.). En retour, si retour il y a, la qualité des salaires, la direction ne connaît pas. Ce n'est pas monnaie courante dans ses tiroirs.

La lutte continue !

Le silence des médias et plus précisément de la télévision, à l'exception de FR3 Ile-de-France, fut lourd de conséquences tant sur le plan psychologique, car un sentiment d'isolement en découla, que sur le plan relationnel avec l'extérieur. Il est vrai que beaucoup d'organismes d'informations ont leur compte à la BNP... Alors c'est du donnant, donnant.

Si reprise il y a eu, diverses formes de lutte sont encore menées malgré tout : grèves surprises, débrayages, arrêt de travail lors de moments importants, etc. Le personnel de chaque centre a établi un cahier revendicatif, déposé auprès de chaque direction. Ces cahiers représentent des revendications salariales et matérielles. En province, les jours de grève se sont négociés centre par centre. Pourquoi n'en serait-il pas de même à Paris ? Depuis le 5 février les jours de grève, sur Paris, sont retenus à 100% ! Le protocole d'accord ne s'appliquant que jusqu'au mois de février.

Le jeudi 1^{er} mars, le personnel du Centre d'opération sur l'étranger, centre dans lequel la grève éclata, organisa un débrayage pour aller chercher les réponses au cahier revendicatif. Réponse de la direction : rien ! La direction voudrait-elle faire chèrement payer la grève aux centraux et agences parisiennes qui furent les détonateurs du conflit ? Pour seule et unique réponse, le personnel maintiendra la pression et le rapport de force.

Les grévistes BNP

COMATEC

La liberté syndicale en danger

DANS les jours qui viennent, le tribunal d'instance du 11^e arrondissement de Paris aura à statuer sur la désignation du délégué syndical CNT dans l'entreprise COMATEC, société qui emploie les nettoyeurs du métro. Au-delà de la simple péripétie juridique, c'est bien de liberté syndicale qu'il s'agit.

Les nettoyeurs du métro adhérents de notre syndicat ont exprimé depuis plus d'un an leur volonté de pouvoir pratiquer le syndicalisme de leur choix au sein de la Confédération nationale du travail.

Antécédents

La CNT, section française de l'Association internationale des travailleurs, a été fondée dans l'immédiat après-guerre. Elle est porteuse d'une longue tradition et d'une pratique ouvrière de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire, dont la naissance remonte aux origines du syndicalisme, à la fondation des Bourses du Travail, époque à laquelle la CGT n'était pas encore tombée aux mains des

autoritaires. C'est ce courant profondément original, un moment incarné par la CGT-SR, qui donna naissance à la CNT en France, à l'époque où n'existaient encore ni la CFDT ni Force ouvrière.

Si nos syndicats, encore trop peu nombreux, connaissent aujourd'hui un développement porteur d'espoir, c'est bien parce que des travailleurs de plus en plus nombreux comprennent avec l'expérience qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces et qu'il n'y a rien à attendre des bureaucraties syndicales, simples relais du pouvoir en place, prêtent à signer n'importe quoi, sans ou contre l'avis de leur base. Signer, pourvu que ces bureaucraties puissent conserver leur place d'interlocuteur unique ou qui, courroie de transmission d'un parti politique, se servent des travailleurs comme d'une masse à manœuvrer.

La section CNT des nettoyeurs du métro, présente et active dans le conflit de 1989, partie prenante du comité de grève dans lequel nous étions représentés, actrice de toutes les actions qui permettaient alors de conduire cette grève vers la satisfaction des revendications exprimées par les nettoyeurs du métro, a démontré la place qu'elle pouvait

prendre dans une telle lutte. La presse écrite ou télévisée avait alors fait part de notre participation à ce conflit.

De drôle d'alliances !

Déjà, en mars 1989, au mépris d'une simple considération de la réalité syndicale dans cette entreprise et exposant nos adhérents à la répression patronale, ce même tribunal d'instance invalidait par deux fois la désignation de notre délégué syndical à la demande de l'entreprise COMATEC, curieusement associée au syndicat CGT Ports et docks. Ce syndicat n'avait pas participé à la grève, et avait même contribué à la briser en participant à l'élaboration d'équipes de travail formées en grande partie de travailleurs précaires embauchés sur les postes des grévistes. En plein conflit, il signait même avec la direction de l'entreprise un accord visant à réduire le droit de grève sur les chantiers de nettoyage. Il est intéressant de noter qu'au même moment l'Union départementale CGT de Paris apportait

son soutien aux grévistes.

Depuis, malgré les pressions multiples des dirigeants de la COMATEC, par l'intermédiaire de l'encadrement et de la maîtrise, nos adhérents continuent leur action syndicale dans et hors de l'entreprise pour tenter de faire respecter les quelques acquis obtenus à la suite du dernier conflit, pour résister à l'augmentation des charges de travail, suppressions de postes et atteintes à la sécurité du travail et pour continuer à empêcher que du fait de la robotisation tant vantée par la COMATEC ce soient eux, les travailleurs de cette entreprise, pour la plupart immigrés, qui soient réduits à l'état de machines.

Deux de nos adhérents, connus pour leur engagement syndical, ont été licenciés au mépris de la législation sur les salariés protégés. Depuis, l'inspection du travail a reconnu que la COMATEC, avait enfreint la légalité, mais nos compagnons sont toujours à la porte.

Malgré ces conditions, notre section syndicale a su maintenir son activité sans que les instances judiciaires lui reconnaissent les moyens de le faire. Aujourd'hui, l'entreprise de nouveau associée au « syndicat » CGT Ports et



docks et, pour faire bonne mesure, avec Force ouvrière (qui brille également par son absence sur le terrain des luttes) essaie à nouveau de casser notre volonté de résister.

Une nouvelle décision du tribunal qui invaliderait la désignation de notre délégué syndical constituerait un appui délégué à un patronat qui veut régner par la peur, au mépris de la liberté de s'organiser syndicalement.

Serge Morisset
(Syndicat CNT des transports)

EN BREF

ESPERANTO A BONDY
 Dans le cadre de la quinzaine de l'espéranto organisée avec la participation de la municipalité et de l'association Bondy-information vous êtes conviés aux manifestations suivantes :
 — vendredi 30 mars, à 20 h 30, conférence publique sur l'espéranto à l'Espace Marcel-Chauzy, attenante à la Mairie.

— du 30 mars au 12 avril inclus une exposition sur l'espéranto aura lieu tous les jours à l'Espace Marcel-Chauzy avec audio-visuel, chansons en Espéranto, traduction par ordinateur, la presse espérantiste, la philatélie, les radios-amateurs et un concours auquel pourront participer tous les visiteurs ;
 — pendant la même période se tiendra une exposition de littérature en espéranto à la bibliothèque municipale de Bondy ;
 — enfin du 14 au 17 avril la ville de Bondy accueillera le 45e congrès de l'Union des travailleurs espérantistes des pays de langue française au cours duquel la municipalité inaugurerait la rue de l'espéranto (dimanche 15 avril à 11 h, quartier des Merisiers).
 Dès maintenant une documentation gratuite sur l'espéranto est à votre disposition au bureau d'accueil de l'association Bondy-Information et chez M. Legros, 22, av. Dumensil, 93140 BONDY (tél. : 48.48.33.32).

INITIATIVE
 Suite au projet d'aménagement concerté (ZAC) sur le quartier de Belleville de la Mairie de Paris, qui signifie à terme toute une série d'expropriations, d'expulsions et donc l'exil vers la banlieue, des habitants ont décidé de réagir, pour prendre en main le devenir de leur quartier. Ils appellent tous les intéressés à venir les rejoindre. Pour cela ils tiennent une permanence le mardi de 18 h 30 à 20 h à l'Atelier des trois marches, 45, rue de Tourville, 75020 Paris.

SQUATTS LYONNAIS

« Sans droit ni titre »

L'HIVER est terminé et les expulsions de toutes celles et de tous ceux qui ont cru trouver un abri dans le flou juridique du droit à la propriété privée n'ont qu'à bien se tenir (le squatteur n'est pas un délinquant mais un « occupant sans droit ni titre » et ne peut être expulsé entre le 15 novembre et le 15 mars).

Cette structure regroupe des squatteurs et des individus sensibilisés aux problèmes de l'habitat. Elle permet de populariser notre lutte : une journée d'information sur le logement, des animations de rues, des affiches, des tracts et une fête ont été réalisés. Consciente de l'impasse provoquée par la répression qui a toujours mis fin aux occupations de logements vides, l'association a publié un manifeste qui explique ses motivations et ses critiques sur la réhabilitation spéculative des pentes de la Croix-Rousse (notre lieu d'intervention).

surprendre et si nous n'avons rien à faire des titres, nous savons bien qu'un droit cela se conquiert !

Le 23 mars dernier, la justice a accordé deux mois de délais à un des deux squatts alors que les propriétaires exigeaient l'expulsion immédiate. C'est une victoire acquise grâce à la mobilisation que « Vis là, sans souci » a su développer. Il nous faut maintenant utiliser cette pose juridique pour dynamiser et développer nos projets. Nous en reparlerons prochainement.

Bernard (gr. Galina-Makhno de Lyon)

(1) « Vis là, sans souci », c/o Collectif utilitaire lyonnais, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon.



Paris, aussi, connaît la crise du logement.

Développement du phénomène

Avant même ce délai fatidique les médias nous ont fait clairement comprendre, à Paris comme en province, qu'on ne saurait tolérer plus longtemps une telle prolifération de zones incontrôlées (187 immeubles squattés sont recensés à Paris). D'ailleurs, jusqu'à présent en France on a toujours su briser les tentatives de popularisation et d'extension des mouvements d'occupations de logements vides et, objectivement, on voit mal ce qui aujourd'hui pourrait laisser espérer une autre issue.

Pourtant les candidats squatteurs n'ont jamais été aussi nombreux vu la précarisation croissante des individus déstabilisés socialement et économiquement par les restructurations urbaines et industrielles (400 000 sans-logements et 2 millions de mal-logés). Il nous faut donc constater qu'un potentiel « d'occupants sans droit ni titre » ne font pas forcément un mouvement et encore moins une force sociale capable de créer des espaces de luttes et de vie. Malgré tout, de-ci, de-là, des squatts revendiquent et tentent de s'organiser, à Paris, Rennes et sans doute ailleurs, mais l'information circule bien peu d'une ville à l'autre.

A Lyon, des squatteurs sont installés dans deux immeubles et ont créé une association « Vis là, sans souci » (1).

Squatt et réhabilitation

L'intérêt de ce texte réside sans aucun doute dans la tentative d'élaborer une stratégie qui ne reste pas bloquée sur le squatt, mais qui essaie d'articuler le fait de squatter avec le contexte politique, à savoir la réhabilitation de la vie sociale des quartiers promotionnés par le gouvernement (5 milliards de francs investis). Il s'agit des 400 quartiers qui ont été jugés sensibles sur les plans de l'habitat, du chômage, du racisme, de l'échec scolaire, etc. Pour chacun de ces quartiers, un plan d'actions sociales spécifiques est élaboré : les DSQ (développement social des quartiers). Les pentes de la Croix-Rousse en font partie.

Le pari de « Vis là, sans souci » est de prendre au mot le discours officiel qui prétend vouloir améliorer la vie quotidienne des citoyens. Nous disons chiche ! Et nous proposons nos solutions sur la base d'un processus d'auto-organisation de l'habitat, de la gestion collective d'un immeuble et d'un mode de vie qui sache donner toute sa place tant à l'individu qu'au collectif social dans lequel il peut s'intégrer. Pour l'instant aucune structure officielle n'a manifesté publiquement de l'intérêt pour ce projet ni pour ses « occupants sans droit ni titre ». Ce qui n'est pas pour nous

FORTUNE

Allocation chômage et Ferrari

Que les lecteurs du Fig-Mag se rassurent, en 1989 les immatriculations des voitures de prestige (Jaguar, Ferrari et Rolls-Royce) ont augmenté de 30% en France par rapport à 1988, et ont été multipliées par six en cinq ans. L'année dernière 9 529 voitures de 17 chevaux et plus furent immatriculées contre 7 335 en 1988 et 1 378 en 1984. Chez Ferrari c'est la folie. Le carnet de commandes est plein jusqu'en 1992 pour tous les modèles, de la 348 à 600 000 F à la F 40 à 1 720 000 F.

Mais rassurez-vous, les pauvres n'ont pas été oubliés par la croissance. L'allocation de solidarité, accordée par le gouvernement à 310 000 chômeurs en fin de droits, a augmenté de 2,8% au 1er janvier 1990, passant à 2 076 F par mois.

En conseillant (je vous laisse le choix de la méthode) au 10 000 heureux nouveaux propriétaires d'un bolide à 600 000 F en moyenne de se contenter d'une voiture à 100 000 F, et en redistribuant la somme ainsi acquise au bénéfice des chômeurs en fin de droits, on pourrait augmenter leur allocation de 16 000 F mensuels ou bien faire bénéficier 1,6 million de personnes d'une aide de 3 000 F.

Qui a dit que la pauvreté était une fatalité ?

Franck G.

Permanences du secrétariat aux Relations intérieures de la F.A. : le samedi de 15 h à 17 h 145, rue Amelot - 75011 Paris (M^e République) Tél. (16.1) 48.05.34.08.

Informatique : manuel de sabotage

QUOI de plus facile pour un mordu d'informatique que de pénétrer dans un système ! Il suffit pour cela d'un simple minitel (cinq millions d'exemplaires sur le territoire) et d'un peu de patience pour que le frisson du grand soir vous envahisse ! Gare aux arrières. Le législateur prévoit de 2 à 5 ans de « cabane » et de 2 000 à 2 millions de francs d'amende pour les éventuels saboteurs. Mais le jeu en vaut la chandelle car si un hold-up moyen rapporte 70 000 F, en revanche la fraude informatique atteint 2,7 millions de francs. Près de quarante fois plus ! Philippe Rosé, dans son livre *La criminalité informatique* (1) révèle que le gain financier apparaît comme la motivation essentielle du délit (96% des cas). Mais il nous reste 4% sur lesquels je m'en vais attirer votre attention.

Ainsi l'intérêt intellectuel intervient souvent, ainsi que le désir de reconnaissance sociale. Et si les saboteurs diffèrent, les techniques qu'ils emploient aussi, selon qu'ils s'attaquent aux matériels : logiciels, fichiers de données ou réseaux. Les techniques utilisées contre les logiciels sont nombreuses et heureusement variées. La plus connue, le pira-

tage connaît des variantes :
 - le déplombage du logiciel supprime les protections interdisant les copies illégales ;
 - l'utilisation de cartes d'extension permet d'interrompre un programme et d'en prendre le contrôle ;
 - plus simplement, on peut copier un logiciel non protégé.

Comme on peut le penser, le piratage n'est pas limité aux simples logiciels de jeux. La revue *American Bar Association* reproduisait le cas de copies de disquettes contenant les plans de matériel d'armement revendus à un concurrent — perte sèche 10 millions de francs !

« Faire la bombe ! »

Il existe d'autres techniques grâce auxquelles on peut effectuer un contrôle plus ou moins étroit sur les programmes ou fichiers. La plus destructrice ? La bombe logique ou bombe à retardement. Celle-ci consiste à introduire une série d'instructions qui s'exécutent lors d'un événement particulier. L'exemple le plus connu : l'informaticien qui, avant d'être licencié, ordonne la destruction de cer-

taines informations lorsque son nom est supprimé du fichier du personnel.

A la clef, il y a le chantage inversé : « Cher patron, tu me gardes ou ça saute au sous-sol informatique ! ». Dérivé de la bombe logique et très à la mode ces temps-ci, grâce aux alternatives nord-européennes, le « virus ». Il s'agit d'un ensemble d'instructions qui se reproduit rapidement jusqu'à paralyser le système, et particulièrement difficile à détecter.

Autres techniques s'attaquant aux logiciels : le « saucisson » ou « salami », basé sur la multiplicité des opérations lors d'un traitement informatique. Cette technique permet de détourner les centimes sur les millions d'opérations financières. Dans le prolongement du « salami » et tout aussi poétique, ce que l'on nomme le « cheval de Troie » qui consiste à insérer un programme pirate dans un programme normal.

La revue *Soft* cite cet exemple édifiant : un programme d'une société spécialisée dans le domaine de la recherche pétrolière et minière fut modifié afin de produire des résultats indiquant l'existence probable de gisements importants. Cela a permis la réalisation d'opérations immobilières illégales pour

un montant total de 80 millions de francs. L'objectif du saboteur informatique, c'est bien souvent l'accès aux données. M. Rosé, dans le périodique *Computer*, raconte qu'en 1984 le système informatique d'un organisme gérant l'histoire du crédit de 90 millions d'Américains fut forcé. Les points d'accès du système étant nombreux, il fut impossible de savoir combien de pirates avaient consulté ce fichier confidentiel.

Le Pouget bidouilleur

Démontrer la faiblesse du logiciel, trouver la faille, narguer, se promener au bord du chaos, tels sont les objectifs des bidouilleurs qui démontrent par la même occasion le danger potentiel de certains programmes. Une technique si étudiée soit-elle génère son propre grain de sable et les alternatives l'ont bien compris. Aujourd'hui nous portons tous un numéro à la banque, à la Sécurité sociale, chez les flics... et faire trembler « Big Brother » est une œuvre de salubrité, qui prouve la vaillance des saboteurs.

Certes, le sabotage n'est pas une finalité en soi et ne peut être accueilli par

tous avec un chaleureux enthousiasme. Mais il faut partir de la révolte. Elle est aussi vieille que l'exploitation humaine. Dès qu'un individu a eu la criminelle ingéniosité de tirer profit du travail de son semblable, de ce jour, l'exploité a cherché à donner moins que n'exigeait son patron.

Le sabotage ouvrier (2) a connu son heure de gloire il y a un peu moins d'un siècle. Tombé en désuétude dans les organisations syndicales, il demeure cependant un moyen de défense et de protection contre les abus patronaux. C'est le moyen de viser le patron à la caisse. Et aujourd'hui, le sabotage informatique s'élève à plus de 7 milliards rien qu'en France. Alors, dans les prochains jours, en allumant votre console et en contemplant le vert profond de l'écran, dites-vous que vous aussi vous regardez « Big Brother ».

Roger Le Guen

(1) *La criminalité informatique*, Philippe Rosé, « Que sais-je ? » PUF, 1988.

(2) *Le sabotage*, Emile Pouget, éditions La cheville ouvrière ; réédité par Le Goût de l'étre.

HONGRIE

Le renouveau syndical

Munkás Szolidaritás s'est constituée en février 1989 avec la volonté de construire une confédération libre en Hongrie, indépendante du parti communiste qui, après un ravalement de façade, se dénomme Parti socialiste hongrois. Dans ce pays, le syndicalisme hors des syndicats officiels n'est pas illégal. Si bien que l'impérieux besoin de se démuseler du communisme, affiché par de nombreux travailleurs, se traduit par une floraison d'organisations politiques et syndicales. Parmi ces dernières, des syndicats indépendants côtoient des syndicats officiels qui hésitent encore à se désaffilier.

De ce mélange sont nés : la Ligue démocratique des syndicats indépendants, rassemblant à l'origine des intellectuels, rejoints depuis par des salariés de catégories professionnelles qualifiées ; mais aussi Munkás Szolidaritás qui se veut un syndicat interprofessionnel ; des conseils ouvriers, au nombre de quarante, et diverses associations de défense des travailleurs, dont une, constituée par les infirmières.

Changement dans la continuité

Sous la pression des bouleversements politiques dans les pays de l'Est, en Hongrie le très officiel syndicat SZOT s'est trouvé rapidement en crise. Crise qu'il tente actuellement de résorber en se déclarant « démocratique » au lendemain de son congrès, tenu les 3 et 4 mars. Ceci en vue, après un éventuel changement de nom, d'apparaître présentable aux yeux des peu regardant camarades syndicalistes français qui pourront ainsi continuer à le fréquenter. Le SZOT a cependant conservé son secrétaire de l'ancienne période stalinienne.

Malgré la crise, qui l'oblige à quelques changements, le syndicat officiel conserve des atouts majeurs. Son patrimoine



social, constitué durant ces quarante dernières années, n'en est pas des moindres. Ce sont des maisons de retraite, des centres de vacances, des établissements mutualistes achetés et entretenus à l'aide des cotisations des 4,5 millions d'adhérents de naguère (98% de la population active, la Hongrie comptant dix millions d'habitants). Autant d'établissements dont il conservera l'utilisation au bénéfice de ses seuls adhérents.

Les hésitations de certains syndicats à rompre avec le SZOT sont bien compréhensibles au regard de cette donnée. Mais il est vrai que s'ils pouvaient quitter la maison-mère en emportant quelques éléments du patrimoine, ils le feraient sans plus tergiverser. Munkás Szolidaritás dont les difficultés à recruter au-delà d'un chiffre de 3 000 adhérents est consciente de cela. Pour l'heure cette petite confédération dissidente se construit essentiellement dans le monde ouvrier, notamment parmi les mineurs et les métallurgistes. En raison des élections législatives du mois de mars Munkás Szolidaritás qui pensait tenir un premier congrès en février, a dû le reporter au 14 mai prochain.

Cependant un avant-congrès a pu se dérouler à la date initialement prévue pour le congrès, le 24 février. Il s'est agi

de définir les orientations syndicales de la toute jeune confédération, tout en évitant de donner à ce rendez-vous des allures de forum politique. En attendant la date du 24, une assemblée ouverte à des délégations étrangères, mais aussi à des organisations politiques locales, décida d'interpeller le syndicat officiel en vue d'obtenir dans un futur proche que l'adhésion syndicale soit libre, que les syndicats constitués puissent enfin choisir leur affiliation, et que les représentants syndicaux soient mandatés à l'occasion d'élections libres et de votes à bulletin secret. Lors de son congrès, le très officiel SZOT n'a pas cru bon répondre à ses détracteurs.

Revendications syndicales

Hormis ces revendications, liées à sa survie, Munkás Szolidaritás n'a pas encore défini clairement ses revendications d'ordre social. Si la question salariale est d'importance dans un pays où l'inflation est de 40%, le rattrapage des salaires par rapport à la hausse des prix n'est pas posé. Les heures supplémentaires, doublant parfois la journée légale de travail et souvent obligatoires, ne sont pas rejetées (comment en serait-il autrement au regard de salaires permettant seulement de vivre chichement ?). Par contre, l'imposition par tranches à taux progressif, qui taxe très sévèrement les heures supplémentaires jusqu'à en annuler le gain est honnie.

Le salaire établi en fonction de la place occupée au sein de la hiérarchie est lui aussi rejeté. L'économie de marché semble une donnée à laquelle il n'est guère possible de se soustraire, d'autant que certains clament : « Il faut briser les menottes du COMECON ! », « couper le cordon ombilical (avec Moscou) », « introduire l'économie de marché en tenant compte des réalités locales ». De l'aveu même du secrétaire de Munkás Szolidaritás « le capitalisme, il n'y a pas mieux » et il faut laisser « toutes les chances à toutes les formes de propriété (1).

Des ambiguïtés demeurent

Sur la grève, les ambiguïtés ne sont pas levées : « Le lancement d'une grève demande qu'on y réfléchisse bien. Pourquoi, comment et contre qui ? ». De tels propos appellent des réponses claires, sinon la grève risque de se retourner contre les travailleurs pour

servir les intérêts des politiciens, des patrons, et des bureaucrates du SZOT.

Avec de telles ambiguïtés il s'avère que le Solidarnosc que l'on connaît actuellement en Pologne est vénéré par Munkás Szolidaritás, qui se veut être sa version hongroise. De ce fait les interventions des délégations britanniques (mineurs, dockers, infirmières, ambulanciers, chauffeurs de bus, construction), celle de la CNTF, s'appuyant sur la grève de la COMATEC, en 1989, ou celle de la fédération CRC, relatant la grève dans la santé à l'automne 1988, ne pouvaient être comprises intégralement. Elles permirent cependant d'ouvrir certains débats, de part et d'autre, en attendant que les orientations de Munkás Szolidaritás soient mieux définies (2).

Le rideau de fer n'est pas complètement tombé. Les incompréhensions entre deux mondes maintenus si longtemps étrangers demeurent. Les travailleurs hongrois sont comme bien des travailleurs occidentaux à la recherche de leurs formes d'auto-organisation et à la recherche d'un autre projet de société échappant au communisme autoritaire et au capitalisme. C'est une voie que tous les travailleurs de l'Est et de l'Ouest doivent dessiner et prendre ensemble.

Hélène (gr. Pierre-Besnard)

(1) Cependant, les travailleurs revendiquent le contrôle ouvrier en cas d'achat de leur entreprise par des capitaux privés, pour la plupart étrangers, ceci en vue d'échapper aux licenciements et aux restructurations. Ici s'exerce la vigilance des conseils ouvriers.

NECROLOGIE

C'est avec chagrin que nous apprenons la mort subite de notre compagnon anglais Léo Rosser. Il avait été de toutes les différents travaux et actions de l'Anarchist Black Cross (dans son aide aux prisonniers anarchistes à travers le monde) et du Direct Action Movement (syndicat affilié à l'AIT). Nous assurons tous nos camarades de l'Anarchist Black Cross et du DAM, ainsi que sa compagne Louise, de notre plus grand soutien, et continuerons ce que Léo avait entrepris.

Fédération anarchiste française

Conférence anarchiste de Trieste

Si tout le monde est informé des bouleversements en cours en Europe de l'Est, la résurgence de l'anarchisme est moins connue. Pourtant en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Allemagne, URSS l'anarchisme renaît. Les groupes et les mouvements s'organisent.

Pour mieux se connaître, pour favoriser l'échange d'informations et les contacts personnels et pour développer une collaboration concrète entre anarchistes de l'est et de l'ouest, le groupe Germain de Trieste, avec le soutien de la Fédération anarchiste italienne, organise les 14, 15, 16 et 17 avril prochain une conférence internationale.

Cette conférence s'articulera autour de quatre thèmes : « la crise idéologique du marxisme, le développement des mouvements d'opposition à l'Est, l'Europe de 1992 et la solidarité entre les anarchistes de l'Est et de l'Ouest ».

La Fédération anarchiste française y sera représentée.

FAF

TURQUIE

Non au service militaire

Pour la première fois en Turquie, une personne a le courage de refuser ouvertement l'obligation de servir dans l'armée : Tayfun Gönül a lancé, à Istanbul, au début de cette année, une campagne en faveur de l'objection de conscience. Son appel a été publié par les journaux *Günes* et *Sokak*, qui ont alors vu leur numéro saisi pour avoir cherché à discréditer l'armée aux yeux du peuple.

Avec son appel et divers interviews et articles Tayfun Gönül souhaite que la sensibilité antimilitariste, largement répandue en Turquie mais cachée jusqu'à présent, puisse s'exprimer et s'organiser au grand jour.

Pour l'instant aucun procès contre Tayfun Gönül n'a encore eu lieu ; la justice turque lui a seulement demandé de déposer une plaidoirie pour ses idées. Une centaine de personnes ont signé un texte de soutien, affirmant que si Tayfun Gönül était considéré comme un criminel pour ses convictions antimilitaristes, alors elles devraient l'être aussi. Depuis, des affiches sont apparues sur les murs d'Istanbul, sur lesquelles on peut lire : « Je ne veux pas faire l'armée, rendez-moi ma bicyclette ».

Tayfun Gönül est anarchiste. Il a une formation de médecin, il n'exerce pas, et vit depuis plusieurs années d'expériences communautaires et autogestionnaires. Choses très rares en Turquie car mal vues de la population et surtout des autorités.

Si vous souhaitez témoigner de votre soutien, vous pouvez le faire en écrivant à la revue *Sokak*, Klodfarer Cad. Dostluk Yurdu, Sok. Hacibey Apt. 10/11, Cemberlitas — Istanbul.

Info. extraite du n° de mars 1990 du mensuel belge *Alternative Libertaire*

TURQUIE

Répression contre la presse

Tunca Arslan, directeur-responsable de la publication *2 000* et *Dogru* (« Vers l'an 2000 »), hebdomadaire d'Istanbul, a été arrêté par la police le mardi 13 mars, à son domicile. Tunca Arslan, né en 1962, était étudiant en dernière année de la faculté de droit de l'université d'Istanbul.

Quelques jours auparavant, le numéro du 4 mars 1990 de notre journal avait été saisi en raison de sa couverture et d'un dossier intitulé : « Solution au problème kurde ». Dans ce dossier, était analysée l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Etat turc de résoudre le problème kurde, et les dangers de la voie militaire dans laquelle il s'est enfoncé. Un des articles y proposait la constitution d'un Etat fédératif comme solution au problème.

Tunca Arslan a été écroué sur décision de la Cour de sûreté de l'Etat. En même temps que lui a été arrêté Ismail Besikci, ex-enseignant de l'université d'Ankara, connu pour ses travaux scientifiques sur les Kurdes. Cet enseignant avait été libéré depuis peu, après avoir passé 12 ans en prison. Son dernier livre concernant les Kurdes a par ailleurs été saisi. Tous deux risquent de lourdes peines de détention.

Par cette politique répressive, l'Etat turc cherche à étouffer le débat qui se développe depuis peu autour des solutions à apporter au problème kurde.

M - S Guzel
(correspondant à Paris de *2 000* et *Dogru*)

LITTÉRATURE

« Lam, la truite »

Le roman *Lam, la truite* (1) est l'un des premiers textes écrits par Ludovic Massé. Achevé en 1931, il avait été publié une première fois par les éditions Larousse, en 1938. Poulaillé le jugeait trop « littéraire » et conseilla à ses auteurs de signer des récits où ils parleraient avant tout de leurs conditions d'existence, des problèmes quotidiens rencontrés dans leurs professions.

Enseignant, Ludovic Massé rédigea ainsi une trilogie plus ou moins autobiographique : *Les Grégoire* (réédition POL). En retraçant la vie d'un instituteur nommé près de Perpignan, dans cette région baptisée également Catalogne française, il brosse le « tableau réaliste des premières décennies du XXe siècle. Originaire des Pyrénées-Orientales, Ludovic Massé hésitera toujours entre plusieurs attitudes : devait-il se considérer plutôt comme un écrivain prolétarien, comme l'y incitait Poulaillé, ou plutôt comme un auteur régionaliste ? (lire, par exemple, *Visages de mon pays*, éd. Plein Chant, qui contient d'excellentes pages sur la Catalogne française). Ou devait-il, plus simplement, ne pas se confiner dans un genre déterminé une fois pour toute, et écrire ce que son tempérament libertaire lui dictait ?

Face à la guerre

Parmi ses nombreux ouvrages, recommandons la lecture du *Vin pur* (Le Livre de Poche ou éd. POL), le plus connu de ses romans, qui met en scène des vigneron et évoque les manifestations de 1907, férocement réprimées par Clemenceau. Ou celle du *Refus* (rééd. du Chiendent), qui était, dans son œuvre, le titre que Ludovic Massé préférait. L'auteur s'éloigne de la littérature prolétarienne proprement dite. Il n'obéit plus, dans ce livre, aux critères d'un genre précis, mais aborde un thème qui lui tient à cœur : la résistance à la guerre.

Il conte l'histoire d'un enseignant, qui lui ressemble fort, confronté à la Seconde Guerre mondiale. Où se situe-t-il, lui, le pacifiste, alors que de partout



on le presse de prendre parti ? Le nazisme est condamnable, bien sûr, mais que faut-il penser de Londres, de la Résistance ? On peut reprocher à l'auteur son indécision, à une époque où une telle attitude revenait souvent à tolérer, sinon cautionner, le régime en place. Mais il est certain qu'il posait des questions incontournables, et démontre qu'il est parfois singulièrement difficile de conserver l'indépendance de pensée.

Après la guerre, Ludovic Massé noue des relations d'amitié avec Raoul Dufy et d'autres peintres. Il publie encore quelques ouvrages, ne cessant pas de se revendiquer de Tolstoï.

Lam, la truite récite moins tourmenté que ceux qui lui feront suite, s'adresse à la fois aux adultes et aux enfants. Il conte, avec mille détails, la vie d'une truite dans les rivières catalanes. Mais ce livre n'est pas seulement une superbe leçon d'histoire naturelle. C'est aussi, comme le *Vin pur* ou le *Refus*, une apologie de la liberté... Car Ludovic Massé ne concevait pas la vie sans liberté : toute son œuvre s'articule autour de ce thème, et c'est pourquoi elle se lit avec toujours autant de plaisir.

Thierry Maricourt

(1) Ed. Pergami, 1, carrer dels Ciclamens, 66000 Perpignan, 78 F.

RADIO LIBERTAIRE
89.4 FM
PARIS ET RP
TEL : 42.62.90.51

BLUES BLANC

« Verre et noir »

Il y a une belle lurette, au temps du blues revival, aux Etats-Unis et ailleurs (c'est-à-dire au début des années soixante) on était quelques uns à se demander comment chanter le blues en français. Comment transposer, exprimer l'émotion d'un Big Joe Williams ou d'un Mississippi John Hurt avec la langue de Descartes et de Victor Hugo ?

Les premières réussites furent l'œuvre d'Américains égarés sur les bords de la Seine, et je pense en particulier à Roger Mason avec l'immortel *Blues de la poisse*. Après ce coup de maître, une longue traversée du désert... Oh il y avait bien sûr des discussions d'arrière-salles de bistrot au sujet de projets d'orchestrer l'œuvre de poètes maudits avec les douze mesures du blues. *Le bateau ivre* avec accompagnement harmonica et bottleneck/guitare, il aurait fallu voir ou plutôt entendre !

Mais sur le vinyl rien, rien avant la divine surprise de *Neully Blues* de l'ami Gilbert Laffaille. Mais oui, bien sûr, il fallait y penser : le second degré, l'humour grinçant, voilà le secret ! Trêve de blabla et annonçons tout net la réussite du blues en français : Dominique Maroutian qui, au chant, à l'harmonica, et à la guitare continue la voie tracée par *Neully Blues* (1). Reprise d'un air connu *Ça ne m'arrivera plus jamais* (Blind Black, *This will happen no more*) ou des textes en demi-teintes harmonisées aux chansons originales, le plaisir de l'écouter est continu et c'est bien de nos jours !

Finissons ces quelques lignes en mentionnant que le dug célèbre Chuck Berry/B B King à bien rempli sa fonction aux *Banlieues bleues*, manifestation culturelle du département de la Seine-Saint-Denis, et qu'un café du centre de Paris commence à faire parler de lui dans le genre soirées blues et rock : le *Corail*, situé à l'angle de la rue Monmartre et de la rue Saint-Joseph, au milieu de ce qui reste du quartier des imprimeries à Paris.

Thierry (« Blues en liberté »)

(1) *Verre et noir*, Dominique Maroutian, la cassette est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 60 F.

Sélection RL

Samedi 7 avril

« Chroniques syndicales » (11 h 30 à 14 h 30) : La CNT française dans les PTT et ailleurs, l'aviation en lutte et un dossier international hebdomadaire : la Hongrie.

« BDDA et Cie » (18 h à 19 h 30) : « le masque et la bulle »

Dimanche 8 avril

« Matinée anticléricale » (10h à 12 h) : « Spécial BD (la BD aujourd'hui, le groupe Ampère, la BD anticléricale) ».

« Les damnés de la terre » (20 h à 22 h) : « Haïti ».

« L'imaginaire » (22 h à 23 h) : « les enfants d'Isieux, avec Antoine Spire ».

Mardi 9 avril

« Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : à l'occasion de la sortie d'une compilation de son œuvre : Muddy Waters spécial.

Mercredi 10 avril

« La théorie du tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : « Sous réserve : Prose et The power of three ».

CINEMA

« Le rendez-vous des quais »

« Ce film retrace (...) une grève déclenchée par les dockers de Marseille, sous un prétexte syndical, pour mener une action contre la guerre d'Indochine. Il contient des scènes de résistance violente à la force publique. Sa projection est de nature à présenter une menace pour l'ordre public. » (extrait de la lettre qui, en 1955, interdira le film d'exploitation pour plus de trente ans)

durera deux ans et témoigne non seulement de la lutte des grévistes, mais aussi des problèmes au quotidien des travailleurs (difficultés à se loger, bas salaires, instabilité des emplois, pression du patronat).

Tout dans le film dénonce l'arbitraire d'une situation où le pouvoir et l'argent font peu de cas des salariés, de leurs revendications et de leur dignité, mais décrit également comment se développe la solidarité autour de cette grève et les moyens de l'organiser. Les comités de soutien aux grévistes, la collecte et la distribution des denrées alimentaires, l'accueil des enfants des grévistes dans des familles de la région, autant d'initiatives communes qui regroupent la population autour des dockers et de leur famille.

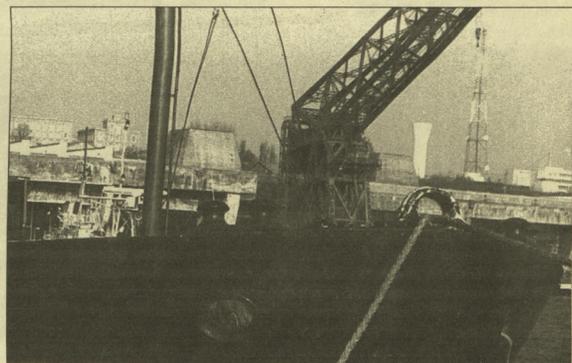
Mêlant fiction et documentaire de « contre-actualités », Carpita a réalisé un film sincère et courageux qui nous touche encore après trente-trois ans de censure et qui reste d'actualité, malgré la mode du consensus, dans un climat social de plus en plus tourmenté (1).

CP

TOURNE et réalisé entre 1953 et 1955 par Paul Carpita, *Le Rendez-vous des quais* s'inscrit dans une suite de films néo-réalistes et annonce déjà la nouvelle vague des années 60. C'est sans doute son rôle contestataire qui a fait censurer le film, mais l'indifférence qui a entouré son interdiction n'est peut être pas étrangère à l'originalité même de sa conception.

Le décor : le port de Marseille pendant la grève des dockers de 1950 et leur action contre la guerre d'Indochine. Les personnages : les dockers et les ouvriers. Le fil rouge : une histoire d'amour entre un docker et une jeune ouvrière cherchant un appartement dans cette période de l'après-guerre et de la reconstruction.

Fils de docker et instituteur, Carpita filme quasi-clandestinement en 1953 son premier long métrage de fiction sur une trame de lutte ouvrière. Le tournage



CP

Enfin après la reconstitution d'un musée de l'automobile qui capote après six mois, les autorités de la ville construisent une prison modèle inaugurée par le gratin qui vivra une nuit en prison pour 100 dollars !

Documentaire percutant et corrosif, nous fait la preuve de la bêtise, du cynisme et de l'irresponsabilité de ceux qui tirent les ficelles. Les dernières nouvelles concernant la GM, fermeture définitive des usines installées au Québec grâce à de généreuses subventions gouvernementales, la mise en chômage de 100 000 salariés au début 1990, ne semblent d'ailleurs qu'un nouvel épisode de la démonstration du documentaire de Moore (2).

(1) Cf ML du 9 novembre 1989, « Syndicalisme aux Etats-Unis », interview de Gary Fields.

(2) *Roger et moi*, Michael Moore, 1989, 90 min, Les 7 Parnassiens, 3 Balzac.

CINEMA

« Roger et moi »

ROGER, Roger Smith, P-DG de la General Motors, et moi, Michael Moore, journaliste né à Flint dans le Michigan, berceau de la GM et de l'UAW (principal syndicat de l'automobile aux Etats-Unis créé lors de l'une des grèves importantes des années 30). Dès le début du film, le ton est donné : humour grinçant et oeil critique. Historique de Flint à travers ses parades, sa grande grève de 1937 au moment du New Deal, sa classe ouvrière devenue « classe moyenne », sa prospérité, ses vedettes... jusqu'au jour où Roger Smith décide, pour de plus grands profits, d'expatrier les usines au Mexique (main-d'œuvre bon marché et non syndiquée) (1).

Le chômage s'installe, la désertification s'étend, les rats occupent les quartiers dépeuplés pendant que la bourgeoisie de Flint, inconsciente des implications de l'abandon de la « company town », continue à jouer au golf. Finalement la situation n'est pas aussi noire que cela, le système social est très bien fait et le

chômage sera résorbé quand les licenciés « se lèveront chaque matin pour faire quelque chose » !

Après un court séjour à San Francisco où il participe à la revue *Mother Jones*, Michael Moore revient dans sa ville et commence sa chasse de Roger S. pour l'amener à Flint et lui faire mesurer les conséquences de sa décision. Peine perdue. Retour à Flint où, sur la chanson des Beach Boys, *Woul'n't Il Be Nice ?* (« Ne serait-ce pas sympa ? »), on remonte des rues où les maisons américaines s'alignent abandonnées et dévastées.

Toute une ville vouée à la décrépitude et pourtant si longtemps symbole du rêve américain. Les gens sont expulsés en plein hiver, la criminalité augmente, mais il y a toujours des parades, des spectacles, la visite de Ronald Reagan partageant la pizza des chômeurs, un téléprésentateur vedette prêchant la soumission et le bonheur, et le défilé de la future Miss America qui préconise de croiser les doigts en attendant des jours meilleurs.

ARCHIVES

Le 1er Mai 1890 en Europe

En 1990, la Fédération anarchiste placera sa manifestation du 1er Mai sous le signe de l'internationalisme avec les pays de l'Est. Il y a cent ans, des manifestations ouvrières se déroulèrent dans toute l'Europe...

Maurice Dommanget nous en offre le souvenir.

RENDEZ-VOUS

BREST

Les groupes CLEA et FA de Brest vendent le *Monde libertaire* devant les fontaines de la rue de Siam (ou dans le hall de *Dialogues*) tous les samedis après-midi, à partir de 15 h.

LILLE

Voici le programme des prochaines émissions de la *Voix sans maître*, réalisées par le groupe Benoit-Broutchoux, tous les vendredis de 20 h 30 à 22 h sur les ondes de Radio Campus (91.4 FM) :
- Le 6 avril : La Palestine aujourd'hui. Dans chacune de ses émissions, la *Voix sans maître* offre 15 minutes d'antenne à la sensibilité gay entre 14 h 45 et 22 h.

SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno tient ses permanences le premier mercredi du mois, à partir de 18 h 30, salle 15 bis CNT-Libre Pensée, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

MARSEILLE

Le groupe Ascaso-Durruti tient ses permanences tous les samedis, de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformés-Canebières ou métro Cinq avenues-Longchamp). Vous pouvez venir débattre avec nous, consulter notre bibliothèque de prêt (constituée par 600 titres), consulter nos publications étrangères et acheter le *Monde Libertaire*.

COMMUNIQUE PARIS

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui abordera les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Ces cours auront lieu au local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette 75018 Paris (M° Blanche ou Abbesses).

- Mercredi 11 avril : Qu'est-ce que l'anarchisme ? Ses idées fortes, ses spécificités.

- Mercredi 18 avril : Le mouvement anarchiste en France. Ses origines, ses développements, la situation actuelle.

Ces cours se dérouleront à partir de 20 h 30.

DES manifestations se déroulèrent dans la plupart des villes industrielles. On estime qu'un dixième des ouvriers chômèrent à Hambourg, Berlin, Altona, Munich, Brunswick, Darmstadt, Dresde, Leipzig, Königsberg, Nordhausen et Francfort. Des milliers d'entre eux furent chassés des ateliers (...).

En Autriche-Hongrie, la manifestation qu'appréhendait la bourgeoisie gouvernementale resta au-dessous des inquiétudes, tout en prenant de très grandes proportions. Victor Adler fit les plus grands efforts pour en assurer le succès. Des barricades surgirent. Soixante réunions se tinrent à Vienne dans la matinée et 40 000 personnes se rassemblèrent au Prater dans la soirée. Il y eut des manifestations importantes à Prague, Brunn, Reichenberg, Steyer et Buda-Pest. Dans cette dernière ville, 50 000 personnes y prirent part. La troupe dut se montrer mais sans intervenir. Les organisations syndicales proclamèrent la grève générale et les ouvriers défilèrent avec des drapeaux rouges. A Frankstad des désordres se produisirent ainsi qu'à Prossnitz où 4 000 manifestants se portèrent vers la prison pour délivrer des grévistes incarcérés la veille. Les hussards chargèrent et firent une vingtaine de blessés.

En Roumanie, à Bucarest, il y eut 3 000 manifestants, nombre rarement atteint en ce pays. En Suisse, 3 000 à 4 000 ouvriers prirent part aux manifestations de Zurich et de Bâle. A Lausanne, Saint-Gall, Berne et Genève, les cortèges comptaient de 500 à 1 000 manifestants.

En Belgique, on dénombra des milliers de grévistes dans le Borinage et les autres bassins houillers. Le flot des assistants débordait de deux des plus vastes salles de Gand. Un cortège se déroula à Bruxelles.

En Hollande, à La Haye, Rotterdam, Maestricht, Amsterdam et dans d'autres villes, les réunions furent suivies. Au Portugal, à Lisbonne, 2 000 personnes se groupèrent autour de la tombe de José Fontana, l'organisateur du mouvement socialiste national et, à Porto, 8 000 ouvriers et 2 000 ouvrières se massèrent dans un jardin public sous la présidence du tisseur José da Silva Lino.

En Italie, malgré l'interdiction des cortèges et réunions publiques, il y eut des manifestations dans plusieurs grandes villes. Des collisions avec la police se

produisirent à Milan, Turin, Lugo, Livourne.

En Pologne, 3 000 ouvriers se réunirent à Lemberg. Le travail s'arrêta à Varsovie dans plusieurs usines et dans deux ateliers de chemins de fer. Des tracts imprimés clandestinement furent largement diffusés. Il y eut 8 000 manifestants dans la capitale.

L'Espagne et l'Angleterre présentent cette particularité d'avoir reporté la manifestation au 4 mai, le dimanche suivant. Il y eut de violents incidents à Barcelone et à Valence. Les villes de Madrid, Bilbao, Saragosse, Burgos, Tarragone et Valladolid se signalèrent. La grève fut effective dans quarante villes. A Barcelone, 100 000 manifestants défilèrent avec le drapeau rouge, d'une façon si pacifique, si disciplinée, si imposante que le général Blanco, capitaine général de la Catalogne, du haut de la terrasse de sa villa où l'entourait son état-major, frappé et comme ébloui porta instinctivement la main au képi et salua.

La manifestation du 4 mai à Londres se déroula à Hyde-Park dans un enthousiasme « indescriptible » et un ordre « magnifique », selon Lafargue qui y assistait. Il y eut quinze tribunes espacées de 150 mètres. Plus de 300 000 assistants couvraient une superficie double de celle du Champ-de-Mars. Cette manifestation monstre, cette mobilisation imposante effraya la bourgeoisie londonienne, et quand l'immense cortège traversa les quartiers riches, nombre de croisées étaient closes.

A Stockholm, 20 000 personnes participèrent au cortège. Le pionnier August Palm et le futur homme d'Etat Hjalmar Branting prirent la parole à côté des libéraux-radicaux. Le nombre des auditeurs fut énorme. Des estimations avancent le chiffre de 50 000, d'autres 80 000

et Jøgen, le publiciste connu qui avait fait le tour du monde et vu les plus grands rassemblements, assure que le nombre des auditeurs atteignait 120 000 au moins. Le succès fut bien plus grand que ne l'escomptaient les promoteurs, et le chômage se trouva facilité du fait que de longue date et de tradition le 1er Mai était déjà en Suède à moitié jour férié.



En Norvège, à Christiania (Oslo) il faisait un magnifique temps clair et le soleil brillait quand le cortège de 3 600 participants se rendit au Storting pour y remettre un memorandum concernant les huit heures. Des ouvriers de Buskerud et surtout de Vikresund défilèrent. A Tullinokka, Oscar Nissen fit un discours vigoureux dans lequel il qualifiait la manifestation « d'événement historique » et exhortait les travailleurs, en dépit de tous les obstacles, à redresser leurs « dos courbés » et leurs « genoux ployés ».

Au Danemark où le socialisme s'était implanté déjà sérieusement et où il venait d'obtenir l'élection de trois députés, la manifestation fut générale et le travail cessa dans la plupart des ateliers. Le meeting de Copenhague groupa 30 000 manifestants (1).

(1) M. Dommanget, *L'histoire du Premier Mai*, 2 vol., éd. Fresnes-Antony, 110 F (70 F chaque), en vente à la librairie du ML.

PREMIER MAI 1990 A PARIS

Le 1er Mai, la Fédération anarchiste organise à Paris une grande journée de lutte et de réflexion internationale :

- 10 heures, Bastille : manifestation internationale avec banderoles en plusieurs langues et délégations anarchistes des pays de l'Est et de l'Ouest ;
- 14 h à 22 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11e, colloque : « Est-Ouest : confrontation anarchiste ».

Ce colloque se déroulera autour de trois thèmes principaux :

- faillite idéologique et politique du marxisme-léninisme ;
- évolution du capitalisme occidental et montée idéologique du libéralisme ;
- la riposte anarchiste.

Des tables rondes seront organisées avec des « personnalités », des « acteurs sociaux » proches de nous et des intervenants des mouvements anarchistes des pays de l'Est et de l'Ouest.

D'ici le 1er Mai, dans le *Monde Libertaire*, vous pourrez lire des articles sur les thèmes du colloque, ainsi que le programme complet et détaillé de cette journée. Venez nombreux, faites-le savoir autour de vous.

Une souscription est ouverte pour nous aider à couvrir les frais de ce colloque et notamment pour assurer les frais de déplacement de nos camarades des pays de l'Est. Adressez, svp, vos dons à l'ordre de Publico, à la librairie du *Monde Libertaire*.

Fédération anarchiste

SOMMAIRE

PAGE 1 : Roumanie, nationalisme et barbarie, Le pouvoir terreau du racisme, Editorial.

PAGE 2 : Economie politique anarchiste.

PAGE 3 : Suite Roumanie, Billet d'humeur.

PAGE 4 : Conflit BNP, COMATEC.

PAGE 5 : Squatts lyonnais, En bref, Sabotage informatique, Fortune.

PAGE 6 : Hongrie, renouveau syndical, Turquie, Communiqués.

PAGE 7 : Radio-Libertaire, Notes de lecture, Cinéma, Forum, Blues.

PAGE 8 : Infos FA, Communiqué, Premier Mai 1890.

NOUVEAUTE A LYON AU 13, RUE PIERRE-BLANC (CROIX-ROUSSE)

Le groupe Galina-Makhno tient une permanence depuis le 1er avril au 13 rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon (bus n°6, arrêt « Jardin des plantes ») tous les samedis de 15 h à 18 h. Durant cette permanence u

ne table de presse, riche de plus de 200 titres, est à disposition du visiteur. Elle vous permettra de découvrir les auteurs anarchistes, anarcho-syndicalistes, etc. Pour de plus amples renseignements écrivez à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

PARUTIONS

BRQUETS ET BADGES...

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : « ... Et l'Anarchie » (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », « ... Et l'Anarchie ? » (+ chat noir), tous à 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires. Pour toute commande : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

LA TROCHE

Le groupe libertaire aubois (dont la liaison Aube-FA) vient de sortir le n°2 de son journal *La Troche*. On peut se le procurer à la librairie du Monde libertaire ou en contactant la liaison Aube par les Relations Intérieures qui transmettront.

POSTERS

Après la parution du numéro double 5/6 consacré à Enrico Malatesta, la revue *Itinéraire* vient d'éditer un poster, 300 X 380, deux couleurs, vendu au prix de 20 F.

AFFICHE

Le groupe Cafiero a édité une affiche anticariste à caractère social et antisexistes : « Levons le voile, ni ghetto ni macho, entraide contre la galère du racisme » (50 X 70, rouge et noir). Elle est vendue au prix de 5 F l'unité, 2 F au-dessus de 50 ex., 1,60 F au-dessus de 100 exemplaires.

AFFICHE

Les groupes de Brest, Rennes, et le groupe Malatesta ont édité une affiche « Censure, mensonge, oppression : religion-prison ». Prix de vente : 5 F l'unité, 1,40 F au-dessus de 10 exemplaires.

AFFICHE

A l'occasion de la parution de la nouvelle formule du *Monde libertaire*, deux affiches ont été éditées (« Un air de liberté ! » et « La révolution reste à faire »). Prix de vente : 5 F l'unité, 1 F l'unité en-dessous de 100 exemplaires et 0,32 F au-dessus de 100 exemplaires.

Toutes ces affiches sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.